



TOTAL MAROC

COMMUNICATION FINANCIERE

TOTAL MAROC

Comptes consolidés au 31 décembre 2016

Comptes consolidés au 31 Décembre 2016 (Référentiel IFRS)

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

(en milliers de Dirhams)

ACTIF	déc-16	déc-15
Actifs non courants		
Ecart d'acquisition	86 155	86 155
Immobilisations incorporelles	4 454	5 938
Immobilisations corporelles	1 512 318	1 388 579
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts	153 231	95 877
Autres actifs financiers	74 769	74 312
Impôts différés	54 117	40 219
Total actifs non courants	1 885 044	1 691 080
Actifs courants		
Stocks	934 753	963 931
Clients et comptes rattachés	808 292	955 800
Autres créances	686 083	755 050
Autres Actifs financiers courants	778	234
Trésorerie et équivalents de trésorerie	377 753	51 757
Total actifs courants	2 807 659	2 726 773
Total actif	4 692 703	4 417 853
PASSIF	déc-16	déc-15
Capitaux propres		
Capital	448 000	448 000
Primes et réserves consolidées	947 822	426 516
Écarts de conversion	(4 913)	(4 275)
Total des capitaux propres – part du Groupe	1 390 909	870 241
Intérêts ne conférant pas le contrôle		
Total des capitaux propres	1 390 909	870 241
Passifs non courants		
Engagements envers le personnel	18 282	16 855
Provisions et autres passifs non courants	212 571	182 522
Total passifs non courants	230 853	199 378
Passifs courants		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 372 332	1 253 331
Autres créditeurs et dettes diverses	966 002	842 426
Dettes financières courantes	682 732	1 204 466
Provisions et autres passifs courants	49 874	48 011
Total passifs courants	3 070 941	3 348 234
Total passif et capitaux propres	4 692 703	4 417 853

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers de Dirhams)

	déc-16	déc-15
Ventes de produits de l'activité	7 950 701	8 268 646
Ventes de prestations de service	84 343	58 043
Chiffre d'affaires	8 035 044	8 326 688
Achats, nets de variation de stocks	(5 815 010)	(6 965 431)
Charges d'exploitation	(793 957)	(716 071)
Dotations aux amortissements	(233 904)	(171 988)
Autres produits	31 374	122 362
Autres charges	(42 380)	(62 947)
Résultat opérationnel	1 181 168	532 612
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1 809	2 972
Coût de l'endettement financier brut	(36 112)	(62 497)
Coût de l'endettement financier brut	(34 303)	(59 525)
Autres produits financiers	15 650	23 526
Autres charges financières	(12 088)	(8 747)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	1 150 428	487 867
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées	57 355	(21 741)
Impôts sur les résultats	(310 605)	(176 944)
Résultat net de l'ensemble consolidé	897 177	289 181
Part du Groupe	897 177	289 181
Résultat net par action (en Dirhams)	100	32
Résultat net dilué par action (en Dirhams)	100	32
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net par action	8 960 000	8 960 000
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net dilué par action	8 960 000	8 960 000

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers de dirhams)

	déc-16	déc-15
Résultat de l'exercice	897 177	289 181
Pertes et gains actuariels	(924)	(2 387)
Effet d'impôt	286	740
Résultat Global	896 540	287 535
Intérêts Minoritaires	-	-
Résultat Global net - Part du Groupe	896 540	287 535

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers de Dirhams)	déc-16	déc-15
FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	897 177	289 181
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	191 132	185 782
Provisions et impôts différés	408	(24 535)
Ajustement de juste valeur par résultat	(544)	(234)
(Plus) Moins-values sur cessions d'actifs	1 680	(13 868)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(57 355)	21 741
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement	509 512	(181 020)
Flux de trésorerie d'exploitation	1 542 010	277 047
FLUX DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENT		
Investissements corporels et incorporels	(323 228)	(375 362)
Augmentation des prêts non courants	(252)	(166)
Investissements	(323 481)	(375 528)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	441	16 034
Dividendes reçus		40 000
Remboursement de prêts non courants	927	730
Désinvestissements	1 368	56 763
Flux de trésorerie d'investissement	(322 113)	(318 764)
FLUX DE TRESORERIE DE FINANCEMENT		
Dividendes payés :		
- aux actionnaires de la société mère	(375 872)	(310 016)
Variation des dettes financières courantes	(345 061)	336 613
Flux de trésorerie de financement	(720 933)	26 597
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	498 964	(15 121)
Trésorerie en début de période	(794 787)	(779 666)
Trésorerie à fin de période	(295 822)	(794 787)

ETAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

	Capital social	Prime d'émission	Résultats non distribués	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
(en milliers de dirhams)								
Au 1er janvier 2015	448 000	0	448 272	0		896 272		896 272
Résultat net			289 181			289 181		289 181
Autres éléments du résultat global					(4 275)	(4 275)		(4 275)
Résultat Global			289 181		(4 275)	284 906		284 906
Dividendes distribués			(310 016)			(310 016)		(310 016)
Augmentation de capital								
Augmentation de capital des filiales et acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle								
Autres variations			(921)			(921)		(921)
Au 31 Décembre 2015	448 000		426 516		(4 275)	870 241		870 241
(en milliers de dirhams)								
Au 1er janvier 2016	448 000		426 516		(4 275)	870 241		870 241
Résultat net			897 177			897 177		897 177
Autres éléments du résultat global					(637)	(637)		(637)
Résultat Global			897 177		(637)	896 540		896 540
Dividendes distribués			(375 872)			(375 872)		(375 872)
Augmentation de capital								
Augmentation de capital des filiales et acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle								
Autres variations								
Au 31 Décembre 2016	448 000		947 822		(4 913)	1 390 909		1 390 909

REFERENTIEL COMPTABLE

Les états financiers consolidés du Groupe Total Maroc sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 1er Janvier 2016 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Toutes les sociétés du Groupe Total Maroc sont consolidées à partir des comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2016.

PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Société	Méthode de consolidation	Au 31 Décembre 2016		Au 31 Décembre 2015	
		% de contrôle	% d'intérêt	% de contrôle	% d'intérêt
Total Maroc	Intégration Globale	100%	100%	100%	100%
Gazber	Intégration Globale	100%	100%	100%	100%
Ouargaz	Intégration Globale	100%	100%	100%	100%
Mahatta	Intégration Globale	100%	100%	100%	100%
Salam Gaz	Mise en équivalence	20%	20%	20%	20%
SEJ	Mise en équivalence	50%	50%	50%	50%
SDH	Mise en équivalence	33,33%	33,33%	33,33%	33,33%

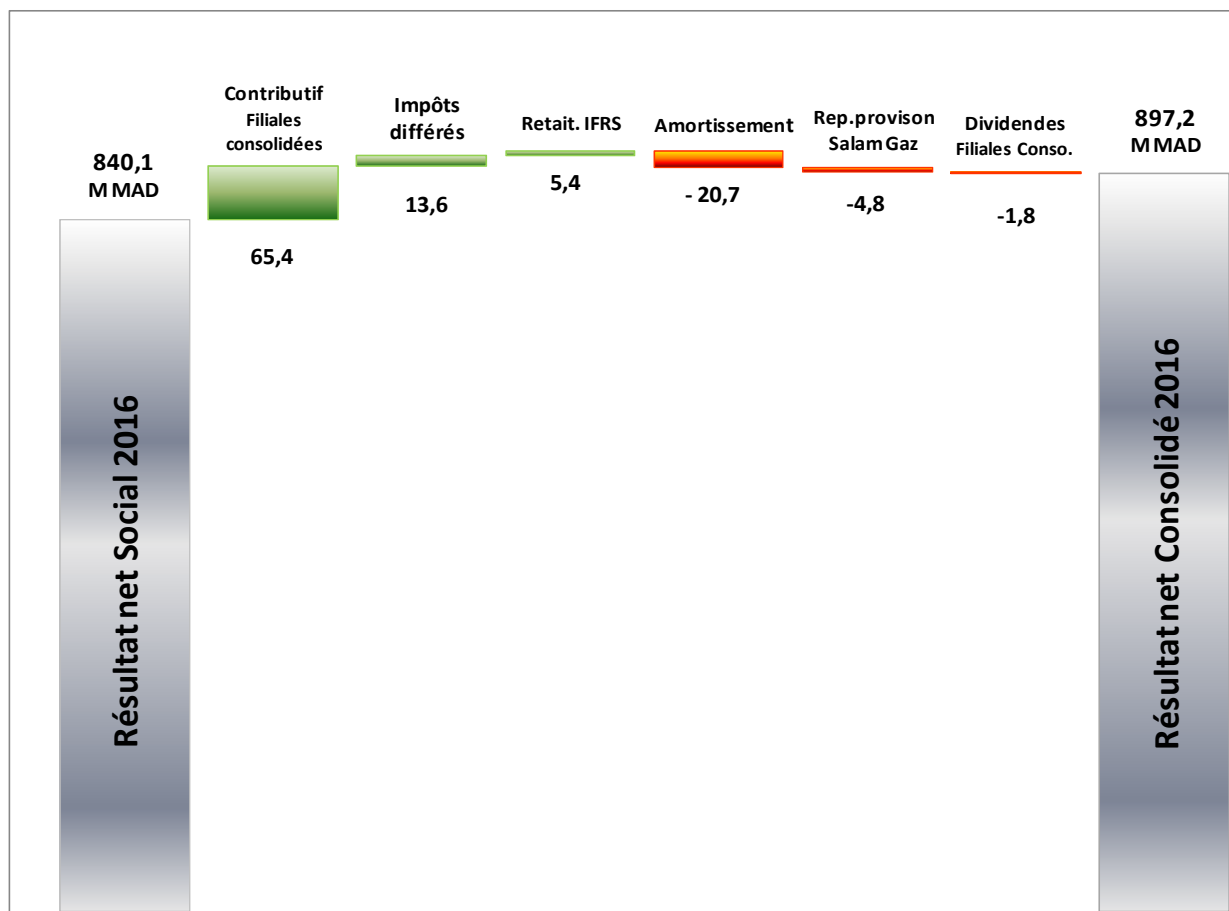
Les sociétés dans lesquelles le Groupe Total Maroc exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

PASSAGE DU RESULTAT NET SOCIAL AU RESULTAT NET CONSOLIDE

(en millions de Dirhams)

	déc-16	déc-15
RESULTAT NET SOCIAL (Référentiel marocain)	840,1	375,9
Retraitement en IFRS de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	(20,7)	(31,8)
Dividendes reçus des filiales consolidées	(1,8)	(47,8)
Elimination de la reprise de provision des titres des filiales consolidées	(4,8)	4,8
Contributif des filiales consolidées	65,4	(25,8)
Retraitement en IFRS des instruments de couverture de change		0,2
Autres retraitements IFRS	5,4	5,0
Impôts différés sur les retraitements IFRS	13,6	8,7
RESULTAT NET CONSOLIDE (Référentiel IFRS)	897,2	289,2





37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

FINACS

250, Bd Bordeaux et Bd Mly youssef
Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la société
Total Maroc
146, bd Mohamed Zerktouni
20000 Casablanca

RESUME DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Total Maroc S.A. et de ses filiales (Groupe Total), comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2016, le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé, l'état de variation des capitaux propres consolidés et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des annexes aux comptes consolidés contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.390.909 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 897.177.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2016 ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Le 24 mars 2017

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

ERNST & YOUNG
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
CASABLANCA
Tél : (212-2) 2 45 79 00 - Fax : (212-2) 2 39 02 28
Hicham DIOURI
Associé

FINACS

FINACS S.A.R.L.
250, Bd Bordeaux et Bd Mly youssef
CASABLANCA
Tél : (212-2) 2 45 79 00 - Fax : (212-2) 2 39 02 28
Anas ABOU EL MIKIAS
Associé

Notes aux comptes consolidés 2016

SOMMAIRE

Note 1. Règles et méthodes comptables	10
Note 2. Evolution du périmètre de consolidation au cours de la période	21
Note 3. Informations sectorielles	22
Note 4. Chiffre d'Affaires	24
Note 5. Achats et autres charges externes	25
Note 6. Frais de personnel et effectifs	26
Note 7. Amortissements et provisions d'exploitation	26
Note 8. Autres produits et charges d'exploitation	27
Note 9. Résultat financier	28
Note 10. Impôts	28
Note 11. Actifs et passifs destinés à être cédés	30
Note 12. résultat par action	31
Note 13. Goodwill (Ecart d'acquisition)	32
Note 14. Immobilisations incorporelles	32
Note 15. Immobilisations corporelles et immeubles de placement	34
Note 16. Autres actifs financiers	35
Note 17. Stocks et en-cours	36
Note 18. Créances clients et autres débiteurs	37
Note 19. Trésorerie et équivalents de trésorerie	37
Note 20. Provisions et autres passifs	38
Note 21. Avantages du personnel	40
Note 22. Dettes financières	40
Note 23. Dettes fournisseurs et autres créditeurs	41
Note 24. Instruments financiers	41
Note 25. Contrats de location simple	43
Note 26. Autres engagements	43
Note 27. Passifs éventuels	43
Note 28. parties liés	44
Note 29. périmètre de consolidation	45

NOTE 1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1. Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.3 de la circulaire n°07/09 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 15 juillet 2009, les états financiers consolidés du Groupe Total Maroc sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 1^{er} Janvier 2016 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Le Groupe suit régulièrement les dernières publications de l'IASB et de l'IFRIC.

Le Groupe Total Maroc avait opté, dans le cadre de la norme IAS 1 révisée, pour la présentation du résultat global en deux états :

- Etat détaillant les composants du résultat (état du résultat) ;
- Etat commençant par le résultat et détaillant les autres éléments du résultat global (état du résultat global).

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après.

1.2. Bases d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1.3. Principes de consolidation

1.3.1. Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

Le contrôle est présumé exister lorsque la mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles où il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

Pour déterminer si une entité du groupe exerce un contrôle sur une autre, il est tenu compte également de l'existence et de l'effet des droits de vote potentiels exerçables à la date d'arrêté des comptes. Cependant, la répartition entre le pourcentage d'intérêt du groupe et les intérêts minoritaires est déterminée sur la base du pourcentage actuel d'intérêt.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

1.3.2. Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le Groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
- le Groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint ou une influence notable, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées conformément aux dispositions de IAS 39.

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les activités conjointes sont comptabilisées à hauteur de la quote part détenue par le groupe.

Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un Groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente) selon IFRS 5 sont comptabilisées conformément aux dispositions de cette norme (i.e. les entités sont consolidées mais présentées sur une seule ligne de l'actif et du passif).

1.3.3. Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe. Les participations non significatives sont traitées en tant que titres disponibles à la vente (AFS).

1.3.4. Retraitements de consolidation

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

1.3.5. Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe Total Maroc sont consolidées à partir des comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2016.

1.4. Conversion des opérations en monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle de la société Total est le dirham, c'est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe.

Les transactions en monnaies étrangères (c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité) sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont évalués au cours en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est affectée le cas échéant.

Les différences de change correspondantes sont enregistrées au compte de résultat, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées conformément au traitement décrit dans la note 1.13.3 « Instruments dérivés ci-après ».

1.5. Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- la juste valeur, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ;
- les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
- les autres coûts éventuellement directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification

d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe «1.6 Goodwill ».

1.6. Goodwill

Le goodwill est évalué dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Il est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est indéfinie, ne sont pas amorties mais font l'objet, tous les ans, de tests de perte de valeur ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Le cas échéant, une perte de valeur est enregistrée.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie sont amorties selon le mode linéaire.

1.8. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, sont partis intégrante du coût historique.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées d'utilisation (durée d'utilité) des immobilisations corporelles ou de leurs composants harmonisées et fixées au niveau du groupe pour toutes les filiales :

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. Ce mode d'amortissement reflète le rythme selon lequel l'entité s'attend à consommer les avantages économiques liés à l'actif.

Les durées d'amortissement appliquées par le Groupe, par type d'immobilisation, se présentent comme suit :

Type d'immobilisations	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Constructions	Linéaire	10 ans – 20 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	10 ans – 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel informatique		3 ans
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	Linéaire	10 ans

1.9. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur, déterminée au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location financement, en passifs financiers.

Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location financement, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.

Pour les contrats de location simple où le Groupe est preneur, les paiements effectués au titre de contrats de location simple (autres que les coûts de services tels que l'assurance et la maintenance) sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Les contrats de locations signés par le Groupe (bailleur) avec ses clients sont des contrats de location simple. Dans ces contrats, les produits des loyers sont enregistrés de manière linéaire sur les durées fermes des baux. En conséquence, les dispositions particulières et avantages définis dans les contrats de bail (franchises, paliers, droits d'entrée) sont étalés sur la durée ferme du bail, sans tenir compte de l'indexation. La période de référence retenue est la première période ferme du bail. Les frais directement encourus et payés à des tiers pour la mise en place d'un contrat de location sont inscrits à l'actif, dans le poste « immeubles de placement » ou autres postes d'immobilisations concernées, et amortis sur la durée ferme du bail.

1.10. Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Concernant les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » précise que lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation de ces immobilisations, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur (diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes ...).

La fermeture planifiée de certains sites, des réductions d'effectifs complémentaires ainsi que la révision à la baisse des perspectives de marché peuvent, dans certains cas, être considérées comme des indices de perte de valeur.

Ainsi, conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au bilan du goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leur valeur comptable.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, sur une durée de trois ans extrapolée pour trois autres années et d'une valeur terminale.

1.11. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés, satisfont aux critères d'une telle classification si leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit s'être engagée envers un plan de vente, et dont on s'attend à ce que la vente soit conclue dans un délai de douze mois à compter de la date où l'actif ou groupe d'actifs a été qualifié d'actif non courant destiné à être cédé.

Le Groupe évalue à chaque date d'arrêté s'il est engagé dans un processus de sortie d'actif ou d'activité et présente ces derniers, le cas échéant, en « actifs destinés à être cédés ».

Ces actifs détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs au bilan. Les éventuelles dettes liées à ces actifs destinés à être cédés sont également présentées sur une ligne distincte au passif du bilan.

Les actifs détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente. Les résultats des activités abandonnées sont présentés, au compte de résultat, distinctement du résultat des activités poursuivies.

1.12. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition encouru pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent.

Le prix de revient des stocks de produits pétroliers structurés est déterminé selon le prix de structure de la quinzaine publié par le ministère de l'énergie et des mines et celui des autres stocks est calculé selon la méthode PMP (prix moyen pondéré).

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.13. Actifs financiers

1.13.1. Evaluation des créances clients et actifs financiers non courants

Les créances clients, prêts et autres actifs financiers non courants sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti. Ils peuvent, par ailleurs, faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

1.13.2. Titres de participation des sociétés non consolidées et autres titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés non consolidées et les autres titres immobilisés sont qualifiés d'actifs disponibles à la vente (AFS) et figurent au bilan pour leur juste valeur. Les pertes et gains latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres. Pour les titres cotés, la juste valeur correspond au cours de bourse. Pour les autres titres, si la juste valeur n'est pas estimable de façon fiable, elle correspond au coût d'acquisition net des dépréciations éventuelles.

En cas d'indication objective d'une perte de valeur (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), une dépréciation est comptabilisée en résultat.

La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

1.13.3. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur sur les lignes instruments dérivés en actifs financiers courants ou non courants ou passifs financiers courants ou non courants. L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés peut se résumer de la manière suivante :

Application de la comptabilité de couverture :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants au bilan, la partie couverte de ces éléments est évaluée à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en **résultat financier** et compensée pour la part efficace par les variations symétriques de juste valeur des instruments dérivés ;
- Dans le cas où la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat financier.

1.14. Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers: comptabilisation et évaluation », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est

analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat (en autres produits et charges financiers). Pour les placements disponibles à la vente, les variations de juste valeur sont comptabilisées directement dans les capitaux propres ou en résultat (en autres produits et charges financiers) dans le cas d'indication objective d'une dépréciation plus que temporaire de la valeur mobilière ou en cas de cession.

1.15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur). Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à court ou moyen terme sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs a activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

1.16. Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 "Instruments financiers: informations à fournir et présentation » est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

1.17. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

(a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
(b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt différé si, et seulement si, cette entité :

(a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
(b) les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

Ainsi, les soldes nets d'impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale.

1.18. Avantages du personnel

Le Groupe participe à des régimes de retraite et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels qu'ancienneté, salaires et versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce cas être totalement ou partiellement préfinancés par des placements dans des actifs dédiés, fonds communs de placement, actifs généraux de compagnies d'assurances ou autres.

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetés. Les écarts constatés entre l'évaluation et la prévision des engagements (en fonction de projections ou hypothèses nouvelles) ainsi qu'entre la prévision et la réalisation sur le rendement des fonds investis sont appelés pertes et gains actuariels. Ils sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage ultérieur en résultat.

Le coût des services passés est reconnu en résultat, qu'ils soient acquis ou non acquis.

La charge nette liée aux engagements de retraite et avantages similaires est comptabilisée dans la rubrique « charges d'exploitation ».

1.19. Provisions et autres passifs

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources qui peut être estimée de manière fiable. Le montant provisionné correspond à la meilleure estimation possible de l'obligation.

Les provisions et autres passifs non courants comprennent les engagements dont l'échéance ou le montant sont incertains, découlant de risques environnementaux, de risques réglementaires et fiscaux, de litiges et d'autres risques.

1.20. Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur les primes d'émission, de fusion ou d'apport, en cas d'insuffisance, ces frais restants sont comptabilisés en charges.

1.21. Passifs financiers

1.21.1. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

1.21.2. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent essentiellement les dettes fournisseurs et les autres créiteurs. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

1.22. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe sont composés principalement des natures suivantes de chiffre d'affaires :

- ventes de biens ;
- ventes de prestation de services ;

Un produit est comptabilisé en revenus lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les remises commerciales ou rabais pour quantité sont comptabilisées en déduction du revenu à l'exception des actions commerciales prenant la forme d'attribution de produits gratuits qui sont comptabilisés dans le coût des ventes et provisionnés conformément aux dispositions d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ».

1.23. Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent notamment:

- Redevances réseau;
- Prestations de services Cartes ;
- Autres produits.

1.24. Coût de l'endettement net

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des emprunts, des comptes courants d'associés, des autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement éventuellement).

La dette nette consolidée correspond à la dette brute moins la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont incorporés dans le coût de cet actif.

1.25. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif.

NOTE 2. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE LA PERIODE

2.1. Cessions

Le Groupe n'a cédé aucune entité au cours de l'année 2016.

- **Activités abandonnées**

Le groupe ne dispose pas d'activités abandonnées en 2016.

2.2. Acquisitions

Le Groupe n'a procédé à aucune acquisition en 2016.

NOTE 3. INFORMATIONS SECTORIELLES

3.1. Niveaux d'information sectorielle

Le niveau d'information sectorielle retenu par le Groupe Total est le secteur d'activité.

Activité 1 : Carburants

Activité 2 : Gaz

Activité 3 : Lubrifiants

Activité 4 : Autres

3.2. Informations par secteur d'activité

Les principaux agrégats du Compte de résultat se décomposent comme suit entre les différents secteurs d'activité :

Au 31 Décembre 2016

<i>En Milliers de MAD</i>	Carburants	Gaz	Lubrifiants	Autres	Total
Externe	5 683 147	1 884 826	398 774	68 297	8 035 044
Chiffre d'affaires total	5 683 147	1 884 826	398 774	68 297	8 035 044
Résultat opérationnel	967 022	158 493	61 079	5 579	1 192 173
Autres produits et autres charges				- 11 006	- 11 006
Résultat financier	- 17 165	- 10 091	- 3 482	- 2	- 30 740
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	949 857	148 402	57 597	- 5 429	1 150 427
Impôts sur les sociétés				- 310 605	- 310 605
Résultat des activités poursuivies	949 857	148 402	57 597	- 316 034	839 822

Au 31 Décembre 2015

<i>En Milliers de MAD</i>	Carburants	Gaz	Lubrifiants	Autres	Total
Externe	5 980 262	1 888 290	390 449	67 688	8 326 688
Chiffre d'affaires total	5 980 262	1 888 290	390 449	67 688	8 326 688
Résultat opérationnel	292 978	113 089	69 622	- 2 492	473 198
Autres produits et autres charges				59 415	59 415
Résultat financier	- 39 700	- 3 390	- 1 696	39	44 746
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	253 278	109 699	67 926	56 962	487 866
Impôts sur les sociétés				- 176 944	- 176 944
Résultat des activités poursuivies	253 278	109 699	67 926	- 119 982	310 922

La hausse du résultat en 2016 par rapport à 2015 est notamment due à la conjonction de nombreux facteurs positifs :

- le fort développement des ventes de carburants, en particulier sur le réseau de stations-service : impact des 16 ouvertures en 2015, des 12 ouvertures en 2016, et de l'arrêt du flux informel de produits importés illégalement dans l'Oriental ;
- l'attractivité de la nouvelle identité visuelle des stations-service TOTAL, déployée dans 252 stations à fin Décembre 2016 ;
- l'introduction de nouveaux produits et concepts à forte valeur ajoutée (TOTAL Excellium, La Croissanterie, TOTAL Wash, Hard Auto, etc...) ;
- l'amélioration des marges pétrolières, favorisée par des facteurs conjoncturels:
 - un important effet prix sur stock lié à la hausse des cours entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 ;
 - l'amélioration des conditions d'approvisionnement des produits importés, dans un marché pétrolier mondial favorable ;
- La non reconduction des frais liés à l'introduction en bourse de Total Maroc (frais non récurrents engagés en 2015) ;
- l'impact du taux d'imposition réduit à 23,25% lié à l'introduction en bourse de Total Maroc.

Ce niveau de résultats va permettre à Total Maroc de financer la poursuite du programme ambitieux d'investissements pluriannuel, particulièrement en logistique, de faire face à la charge financière liée à l'augmentation des stocks de sécurité, ainsi que d'envisager la distribution d'un dividende en légère augmentation.

A titre de rappel, le marché pétrolier a connu les évolutions récentes suivantes : la décompensation totale des hydrocarbures liquides à partir du 1^{er} janvier 2015, la dérégulation des prix des carburants à partir du 1^{er} décembre 2015 et la libéralisation des importations du butane vrac au 1^{er} Juin 2016.

NOTE 4. CHIFFRE D'AFFAIRES

Les produits des activités ordinaires du Groupe TOTAL se décomposent de la manière suivante :

<i>En Milliers de MAD</i>	<i>Note</i>	déc-16	déc-15
Ventes de produits de l'activité	4.1	7 950 701	8 268 646
Prestations de services	4.2	84 343	58 043
Chiffre d'affaires		8 035 044	8 326 688

4.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe Total Maroc se décompose comme suit :

<i>En Millions de MAD</i>	déc-16	déc-15
- Ventes de carburants	5 598 805	5 922 219
- Ventes du gaz	1 884 826	1 888 290
- Ventes du lubrifiants	398 774	390 449
- Divers	68 297	67 688
Total des ventes de produits de l'activité	7 950 701	8 268 646

Le chiffre d'affaires réalisé en 2016, s'élève à 7.950,7 MMAD, contre 8.268,6 MMAD en 2015, soit une baisse de 317,9 MMAD, enregistrée malgré la hausse des volumes vendus.

La baisse du chiffre d'affaires s'explique par le maintien des prix des carburants, en moyenne annuelle 2016, à un niveau bas.

NB : Les ventes en valeur (chiffre d'affaires) ne représentent pas un indicateur pertinent pour l'analyse de la performance du secteur pétrolier.

4.2. Autres produits de l'activité

Les autres produits des activités ordinaires se détaillent comme suit :

<i>En Millions de MAD</i>	déc-16	déc-15
- Redevance réseau	35 489	30 314
- Assistance technique pool aviation	9 521	10 437
- Prestations services cartes	3 753	2 528
- Autres	35 579	14 763
Total autres produits des activités ordinaires	84 343	58 043

NOTE 5. ACHATS ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les achats et les autres charges externes se décomposent comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Achats de produits pétroliers et pétrochimiques	5 767 315	6 935 336
Autres Achats de produits	57 043	40 928
Variation de stocks	9 348	10 833
Achats	5 815 010	6 965 431
Charges de personnel (Note 6)	209 609	199 677
Transports produits sur ventes	169 163	151 912
Stockage produits	52 518	49 995
Loyers opérationnels	37 669	31 477
Entretien et réparations	33 114	27 681
Impôts et taxes	7 847	6 263
Autres charges d'exploitation	284 037	249 065
Charges d'exploitation	793 957	716 071
Total Achats et Charges d'exploitation	6 608 967	7 681 502

Les autres charges d'exploitation englobent essentiellement les frais de publicité et de promotion des ventes, les achats de matières et fournitures consommables, les honoraires et les frais d'assurance et de télécom.

La hausse enregistrée au niveau de cette rubrique est liée notamment à l'augmentation des frais de publicité et communication (diversification de l'offre des produits et services, campagnes CAN...)

Les frais de transport et les frais de stockage et passage des produits ont augmenté en 2016 en corrélation avec l'augmentation de l'activité.

NOTE 6. LES FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

6.1. Frais de personnel

Les charges de personnel de l'exercice sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Salaires et traitements	148 144	148 888
Charges sociales	36 701	34 383
Charges sociales diverses	24 764	16 405
Total	209 609	199 677

6.2. Effectifs moyens

Les effectifs moyens des entreprises consolidées par intégration se ventilent comme suit :

	déc-16			déc-15		
	Cadres	Non cadres	Total	Cadres	Non cadres	Total
Total SA	166	143	309	150	138	288
Gazber		61	61		46	46
Ouargaz		40	40		31	31
Mahatta		170	170		141	141
Total	166	414	580	150	356	506

La hausse significative des effectifs en 2016 par rapport à 2015 s'explique par le recrutement de nouveaux employés chez Total Maroc et ses filiales.

6.3. Rémunérations des organes d'administration et de direction

Le détail de la rémunération des organes d'administration et de direction est inclus dans la note 28.1.

NOTE 7. AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

Les variations d'amortissements et de provisions ayant un impact sur le résultat d'exploitation, courant pour les périodes closes les 31 Décembre 2016 et 31 Décembre 2015 se décomposent comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Amortissements nets impactant le résultat opérationnel		
Immobilisations incorporelles	3 233	2 756
Immobilisations corporelles	187 447	182 875
Sous-total	190 680	185 631
Provisions et Pertes de valeur nettes impactant le résultat opérationnel		
Stocks	549 -	621
Créances	13 743 -	13 872
Avantages du personnel	503	415
Dotations nettes pour risques et charges	28 428	436
Sous-total	43 224 -	13 642
Total	233 904	171 988

Une description des variations d'amortissements et de perte de valeur des immobilisations est incluse dans les notes 14 et 15 de ces états financiers.

Le détail des variations des pertes de valeur relative aux stocks et aux créances est inclus dans les notes 17 et 18 de ces états financiers.

NOTE 8. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres produits et charges d'exploitation se présentent comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Cessions d'actifs	441	16 034
Impact net de l'accord transactionnel issu du contrôle fiscal (hors rappel IS)*		22 607
Autres produits et charges	- 11 447	20 774
Total autres produits et charges d'exploitation	- 11 006	59 415

* Protocole d'accord signé avec l'administration fiscale le 23 Novembre 2015

Les autres produits et charges d'exploitation passent de 59 MMAD en 2015 à -11 MMAD en 2016. La baisse constatée au niveau de cette rubrique s'explique notamment par un produit de cession des immobilisations moins important en 2016 (-15,6 MMAD) et une hausse des provisions pour risques et charges (16,7 MMAD) liée principalement à divers risques douane provisionnés en 2016.

NOTE 9. RESULTAT FINANCIER

Les résultats financiers au 31 Décembre 2016 et 31 Décembre 2015 se décomposent de la façon suivante :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Charges d'intérêts	36 112	62 497
Coût de l'endettement financier brut	36 112	62 497
Autres charges financières	12 088	8 747
Autres charges financières	12 088	8 747
Total des charges financières	48 200	71 244
Intérêts et autres produits financiers	1 809	2 972
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1 809	2 972
Revenus des participations	6 514	6 390
Gain de juste valeur des dérivés de change	544	234
Autres produits financiers	8 592	16 902
Autres produits financiers	15 650	23 526
Total des produits financiers	17 460	26 499
Résultat financier	- 30 740	- 44 746

Le résultat financier s'élève à -30,7 MMAD au 31 Décembre 2016 contre -44,7 MMAD au 31 Décembre 2015. L'augmentation du résultat financier est liée principalement à l'optimisation de la gestion de trésorerie et à l'amélioration du besoin en fonds de roulement en 2016.

NOTE 10. IMPOTS

10.1. Charge d'impôt

La charge d'impôt se compose comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Charge d'impôt courant	324 216	185 895
Produit / charge d'impôt différé	- 13 611	8 951
Total	310 605	176 944

La hausse significative de la charge d'impôt en 2016 en comparaison avec l'exercice précédent, est due à l'augmentation des résultats 2016 de Total Maroc.

A noter que le calcul de l'impôt en 2016 tient compte de la réduction d'impôt accordée aux sociétés nouvellement introduites sur la bourse de Casablanca durant les trois premiers exercices suivant l'introduction en bourse.

10.1.1. Impôts différés comptabilisés au bilan

Les impôts différés comptabilisés au bilan se présentent comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Différences entre la base comptable et la base fiscale		
Immobilisations corporelles	39 358	32 866
Povisions créances clients	9 942	2 504
Avantages au personnel	5 668	5 225
Instruments financiers	- 241	73
Autres	- 610	304
Total	54 117	40 219

Les actifs nets d'impôts sont limités aux capacités de chaque entité fiscale à recouvrer ses actifs dans un proche avenir.

Au 1er janvier 2015	30 251
Charge / produit d'impôts différés comptabilisé en résultat	8 951
Charge / produit d'impôts différés comptabilisé en capitaux propres	1 018
Au 31 Décembre 2015	40 219

Au 1er janvier 2016	40 219
Charge / produit d'impôts différés comptabilisé en résultat	13 611
Charge / produit d'impôts différés comptabilisé en capitaux propres	286
Au 31 Décembre 2016	54 117

10.1.1. Preuve d'impôt

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16		déc-15	
Résultat net		897 177		289 181
Quote-part de résultat dans les entreprises associées		57 355 -		21 741
Produit d'impôt sur les société (charge)	-	310 605 -		176 944
Résultat avant impôt et quote-part de résultat dans les entreprises associées		1 150 428		487 867
Taux d'imposition statutaire au Maroc (*)		23%		30%
Impôt sur les société théorique	-	266 550 -		145 664
Déficits fiscaux		722		-
Autres charges non déductibles fiscalement	-	44 777 -		31 280
Différences expliquées	-	44 055 -		31 280
Impôts sur les résultats	-	310 605 -		176 944

(*) Réduction de 25% du taux d'imposition liée à l'introduction en bourse applicable sur les exercices 2016, 2017 et 2018.

NOTE 11. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

La liste des participations dans les entreprises associées, les pourcentages d'intérêt et de contrôle sont fournis en note 29.

Les principaux agrégats financiers, représentant 100% des principales entreprises associées, se présentent comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	Salam Gaz		SDH		SEJ	
	déc-16	déc-15	déc-16	déc-15	déc-16	déc-15
Actifs non courants	415 855	410 538	64 634	68 676	71 954	68 924
Actifs courants	2 563 764	2 778 230	8 139	3 705	8 601	22 110
Passifs courants	2 533 573	3 020 454	14 689	18 697	47 140	57 997
Capitaux propres	446 045	168 314	58 084	53 684	33 415	33 037

<i>En Milliers de MAD</i>	Salam Gaz		SDH		SEJ	
	déc-16	déc-15	déc-16	déc-15	déc-16	déc-15
Chiffre d'affaires	3 326 443	3 498 217	16 626	17 737	34 587	32 928
Achats, nets de variation de stocks	- 2 784 298	- 3 181 271	- 348	- 451	-	-
Autres charges opérationnelle	- 322 203	- 321 399	- 12 052	- 11 781	- 32 479	- 30 429
Résultat opérationnel	219 942	4 453	4 226	5 505	2 108	2 500
Autres produits et charges d'exploitation	93 465	- 133 800	431	- 14	233	- 27
Résultat des activités opérationnelles	313 407	138 253	4 657	5 491	2 341	2 473
Produits et charges financiers	16 730	32 643	- 257	- 1 091	- 1 517	- 1 930
Résultat avant impôts des entreprises int	330 136	105 609	4 400	4 400	824	542
Impôts sur les sociétés	52 405	9 254	-	-	446	286
Résultat net	277 732	114 863	4 400	4 400	378	256

NOTE 12. RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

Exercices clos le 31 Décembre	déc-16	déc-15
Résultat net de l'exercice imputable aux actionnaires de la société-mère	897 177	289 181
<i>Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat par action</i>	8 960 000	8 960 000
Résultat de base par action	100	32
Résultat dilué par action	100	32

NOTE 13. GOODWILL (ECART D'ACQUISITION)

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Au 1er janvier	86 155	86 155
<i>Valeur brute</i>	86 155	86 155
Au 31 Décembre	86 155	86 155

Il s'agit essentiellement du goodwill issu de la fusion – absorption, de la société ex-SDBP, réalisée en 2006.

NOTE 14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les amortissements et les pertes de valeur de la période sont comptabilisés au niveau des amortissements et provisions d'exploitation.

<i>En Milliers de MAD</i>	Concessions brevets et droits similaires	Autres	Total
<u>Valeurs brutes</u>			
Au 1er janvier 2015	21 100	-	21 100
Acquisitions	2 241		2 241
Autres mouvements	2 117	-	2 117
Au 31 Décembre 2015	25 458	-	25 458
<u>Valeurs brutes</u>			
Au 1er janvier 2016	25 458	-	25 458
Acquisitions	1 749		1 749
Autres mouvements		-	-
Au 31 Décembre 2016	27 208	-	27 208
	27 208		
<u>Amortissements et pertes de valeurs</u>			
	0		
Au 1er janvier 2015	-	16 765	- - 16 765
Amortissements	-	2 756	- - 2 756
Autres mouvements			-
Au 31 Décembre 2015	-	19 521	- - 19 521
<u>Amortissements et pertes de valeurs</u>			
Au 1er janvier 2016	-	19 521	- - 19 521
Amortissements	-	3 233	- - 3 233
Autres mouvements			-
Au 31 Décembre 2016	-	22 753	- - 22 753
	-	22 753	
<u>Valeurs nettes</u>			
Au 31 décembre 2015	5 938	-	5 938
Au 31 Décembre 2016	4 454	-	4 454

NOTE 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En Millions de MAD</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Immobilisations en cours	Autres	Total
Valeurs brutes						
Au 1er janvier 2015	109 151	574 438	1 831 788	98 990	122 797	2 737 164
Acquisitions		26 477	172 336	170 162	4 922	373 896
Cessions et assainissement	- 1 746	- 4 760	33 177	-	2 651	42 334
Autres mouvements		21 799	63 824	87 741	-	2 117
Au 31 décembre 2015	107 405	617 955	2 034 771	181 411	125 068	3 066 610
Au 1er janvier 2016						
Acquisitions	300	22 357	127 986	153 451	8 799	312 894
Cessions et assainissement	-	46 504	123 356	-	2 654	172 513
Autres mouvements	6 000	29 008	113 230	150 780	2 542	
Au 31 Décembre 2016	113 705	622 816	2 152 632	184 081	133 756	3 206 990
Amortissements et pertes de valeurs						
Au 1er janvier 2015	- -	331 084 -	1 103 565	- -	100 823 -	1 535 472
Amortissements	-	31 637	139 503	-	11 735	182 875
Cessions et assainissement		4 736	32 988		2 593	40 317
Autres mouvements						-
Au 31 Décembre 2015	- -	357 986 -	1 210 080	- -	109 965 -	1 678 030
Au 1er janvier 2016	- -	357 986 -	1 210 080	- -	109 965 -	1 678 030
Amortissements	-	34 444	143 740	-	9 264	187 448
Cessions et assainissement		46 353	121 956		2 497	170 806
Au 31 Décembre 2016	- -	346 076 -	1 231 864	- -	116 732 -	1 694 672
Valeurs nettes						
Au 31 Décembre 2015	107 405	259 969	824 691	181 411	15 103	1 388 579
Au 31 Décembre 2016	113 705	276 740	920 768	184 081	17 024	1 512 318

Les acquisitions de la période concernent principalement le Réseau des stations-services (12 ouvertures en 2016), les bouteilles et citernes de GPL, les installations chez les clients B to B ainsi que les investissements logistiques.

NOTE 16. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les autres actifs financiers du Groupe se décomposent en valeur nette comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Prêts et créances	35 021	35 695
Actifs disponibles à la vente (Note 16.1)	34 080	34 080
Autres actifs financiers non courants	5 668	4 537
Autres actifs financiers non courants	74 769	74 312

16. 1. Actifs financiers disponibles à la vente ou titres disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés, les autres titres immobilisés et les titres et valeurs de placement non reclassées en équivalents de trésorerie.

L'ensemble de ces éléments est évalué à la juste valeur à la date de clôture.

Les actifs financiers disponibles à la vente se décomposent de la façon suivante au 31 Décembre 2016 et au 31 Décembre 2015 :

Au 31 Décembre 2016

Société	Forme juridique	Activité	En M MAD			
			Capital Social	Part TM %	Valeur brute des titres chez TM	Valeur nette des titres chez TM
PETROCAB	SA	cabotage	40,0	8,71 %	1,6	1,6
C.E.C	SA	Stockage	39,6	23,22 %	9,2	9,2
ISMAILIA GAZ	SA	Emplissage GPL	20,0	19,99 %	4,0	4,0
SOFRENOR	SA	Prod bouteilles de gaz	34,4	17,15 %	9,3	9,3
SOMAS	SA	Stockage	60,0	6 %	8,4	8,4
SCBP - TAFILALET	SA	Emplissage GPL	4,0	49,5 %	2,0	1,5
SOCICA	SA	Immobilier	1,0	1,21 %	0,007	0,007
SCI MERCEDES	SCI	Immobilier	0,005	90 %	0,008	0,008
SCI NAPHTEA	SCI	Immobilier	0,020	13 %	0,003	0,003

Au 31 Décembre 2015

Société	Forme juridique	Activité	En M MAD			
			Capital Social	Part TM %	Valeur brute des titres chez TM	Valeur nette des titres chez TM
PETROCAB	SA	cabotage	40,0	8,71 %	1,6	1,6
C.E.C	SA	Stockage	39,6	23,22 %	9,2	9,2
ISMAILIA GAZ	SA	Emplissage GPL	20,0	19,99 %	4,0	4,0
SOFRENOR	SA	Prod bouteilles de gaz	34,4	17,15 %	9,3	9,3
SOMAS	SA	Stockage	60,0	6 %	8,4	8,4
SCBP - TAFILALET	SA	Emplissage GPL	4,0	49,5 %	2,0	1,5
SOCICA	SA	Immobilier	1,0	1,21 %	0,007	0,007
SCI MERCEDES	SCI	Immobilier	0,005	90 %	0,008	0,008
SCI NAPHTEA	SCI	Immobilier	0,020	13 %	0,003	0,003

NOTE 17. STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit pour les périodes closes les 31 Décembre 2016 et 31 Décembre 2015 :

En Milliers de MAD	déc-16	déc-15
Stocks de marchandises	852 974	872 770
Stocks de matières et fournitures consommables	42 995	45 313
Stocks de produits finis	39 911	46 427
Total des stocks en valeur brute	935 880	964 509
Montant de la perte de valeur en début de période	- 578	- 1 199
Perte de valeur constatée sur la période	- 549	621
Montant de la perte de valeur en fin de période	- 1 127	- 578
Total des stocks en valeur de réalisation	934 753	963 931

Le niveau global des stocks a atteint 934,8 MMAD à fin décembre 2016 contre 963,9 MMAD à fin décembre 2015.

Le stock en nombre de jours est de 31 jours au 31-12-2016, en conformité avec la demande du Ministère de l'Energie de détenir un stock de sécurité, hors stock outil, de 30 jours.

NOTE 18. CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

La valeur brute et la valeur de réalisation des créances clients, au 31 Décembre 2016 et 31 Décembre 2015, sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Fournisseurs débiteurs - Avances et acomptes	-	-
Créances clients	970 960	1 104 725
Personnel débiteur	6 583	6 349
Etat débiteur	647 812	700 224
Autres débiteurs	31 687	48 478
Total des créances clients et autres débiteurs en valeur brute	1 657 043	1 859 775
Montant de la perte de valeur en début de période	-	148 925
Perte de valeur constatée sur la période	-	13 743
Montant de la perte de valeur en fin de période	-	162 668
Total des créances clients et autres débiteurs en valeur nette	1 494 375	1 710 851

La baisse du poste Créances clients et autres débiteurs à fin Décembre 2016 par rapport à fin décembre 2015 s'explique principalement par la baisse de l'encours clients net de provisions (-147,5 MMAD).

La baisse de l'encours Clients fin 2016 par rapport à fin 2015 est attribuée à la baisse des prix des produits pétroliers d'une part, et à l'amélioration de la gestion du risque clients d'autre part.

NOTE 19. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à douze mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Trésorerie actif	377 753	51 757
Equivalents de trésorerie	-	-
Trésorerie passif	673 575	846 543
Total	-	794 787

La baisse de la Trésorerie Passif à fin décembre 2016 par rapport à fin décembre 2015 est liée essentiellement à l'amélioration du besoin en fond de roulement.

NOTE 20. PROVISIONS ET AUTRES PASSIFS

Les provisions et autres passifs se décomposent comme suit pour les périodes closes les 31 Décembre 2016 et 31 Décembre 2015 :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Provisions pour risques et charges - non courants	52 360	35 701
Dépôts et cautionnements reçus (cgs) - non courants	33 548	30 855
Consignation GPL - non courants	126 664	115 967
Provisions et autres passifs non courants	212 571	182 522
Provisions pour risques et charges - Courants	-	-
Comptes courants marge spéciale / stock de sécurité	49 874	48 011
Provisions et autres passifs courants	49 874	48 011
Provisions et autres passifs	262 445	230 533

Les provisions pour risques et charges courantes et non courantes s'analysent comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Litiges	3 963	4 442
Fiscal	19 535	9 463
Douane	22 692	16 626
Autres risques	6 170	5 170
Provisions pour risques et charges	52 360	35 701

<i>En Milliers de MAD</i>	<i>Solde au 01 Janvier 2016</i>	<i>Ecart de conversion</i>	<i>Dotation de l'exercice</i>	<i>Reprise provisions utilisées</i>	<i>Solde au 31 Décembre 2016</i>
Litiges	4 442			- 479	3 963
Garanties	-			-	-
Fiscal	9 462		10 418	- 346	19 535
Douane	16 626		22 692	- 16 626	22 692
Autres risques	5 170		1 000		6 170
Total	35 701	-	34 110	- 17 450	52 360
Dont:					
- Part non courante	35 701		34 110	- 17 450	52 360
- Part courante	-			-	-

<i>En Milliers de MAD</i>	<i>Solde au 01 Janvier 2015</i>	<i>Ecart de conversion</i>	<i>Dotation de l'exercice</i>	<i>Reprise provisions utilisées</i>	<i>Solde au 31 Décembre 2015</i>
Litiges	3 255		1 187		4 442
Garanties	-			-	-
Fiscal	3 175		8 982	- 2 695	9 462
Douane	16 626				16 626
Autres risques	23 789		249	- 18 868	5 170
Total	46 845	-	10 418	- 21 563	35 701
Dont:					
- Part non courante	46 845		10 418	- 21 563	35 701
- Part courante	-			-	-

La hausse des provisions pour risques et charges (+16,7 MMAD), entre 2015 et 2016, est notamment due à la variation nette des provisions liées aux risques Douane (+6 MMAD) et au provisionnement des taxes relatives aux redevances d'occupation du domaine public (6,4 MMAD).

NOTE 21. AVANTAGES DU PERSONNEL

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Montant des engagements à l'ouverture de l'exercice	16 855	13 253
Coût des services	1 195	1 825
Prestations payées	-692	-610
Pertes/gains actuariels	924	2 387
Montant des engagements à la clôture	18 282	16 855

Sensibilité de l'engagement

Sensibilité de l'engagement	déc-16	déc-15
Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation	-11%	-11%
Sensibilité du cout des services par rapport au taux d'actualisation	-15%	-15%

	déc-16	déc-15
Hypothèses		
taux d'actualisation	0%	0%
taux d'augmentation de salaires	4%	4%
Nombre de bénéficiaires:		
-Actifs	297	284

NOTE 22. DETTES FINANCIERES

Les dettes financières courantes et non courantes du Groupe se décomposent comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Dettes envers les établissements de crédit	9 157	12 861
Trésorerie Passif	673 575	846 543
Autres dettes financières	-	345 061
Total dettes financières courantes	682 732	1 204 466
Total	682 732	1 204 466

La baisse des dettes financières courantes s'explique essentiellement par une diminution de recours au financement par le crédit d'enlèvement Douane ainsi que par la baisse du besoin en fonds de roulement.

NOTE 23. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Dettes fournisseurs	1 372 332	1 253 331
Etat	874 751	777 262
Autres créditeurs	91 251	65 164
Total des dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 338 334	2 095 757

NOTE 24. INSTRUMENTS FINANCIERS

24.1. Informations relatives à la juste valeur

La juste valeur des actifs et passifs financiers correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé lors d'une transaction courante entre deux parties consentantes, à l'exclusion de cas de vente forcée ou de liquidation. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été retenues pour estimer la juste valeur :

- La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients, des dettes fournisseurs et des autres passifs courants est proche de leur valeur comptable du fait de leur échéance courte,
- La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.
- Lorsqu' aucun cours de marché coté n'est pas disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie.
 - o Titres de participation dans des sociétés non consolidées :
 - o Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse publié le jour de la clôture considérée.
 - o Pour les actions de sociétés non cotées, lorsque la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les titres sont valorisés à la quote-part de situation nette IFRS, ou à défaut à la quote-part de la situation nette établie selon les règles marocaines. En l'absence d'information sur la situation nette IFRS ou Maroc Gaap, les titres sont valorisés à leur coût.
- Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux, de change et de matières est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Les tableaux ci-après détaillent la valeur comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan pour lesquels ces deux valeurs sont identiques :

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Clients et autres débiteurs	1 494 375	1 710 851
Autres actifs financiers	74 769	74 312
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	377 753	51 757
Total	1 946 896	1 836 920

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Fournisseurs et autres créditeurs	2 338 334	2 095 757
Dettes financières courantes	682 732	1 204 466
Total	3 021 066	3 300 223

24.2. Gestion des risques

Le Groupe TOTAL utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations des cours de change.

Les risques de change font l'objet d'une gestion centralisée au niveau de Total S.A.

La politique du risque de change au sein du Groupe TOTAL vise à couvrir les engagements fermes à l'importation.

Les opérations de couverture sont réalisées par Total dans le cadre de procédures et politiques de gestion du risque de change établies par le Groupe.

Les instruments de couverture utilisés ont pour objet de réduire les risques de change issus des variations de parité des devises étrangères par rapport au dirham.

La nature des instruments financiers utilisés en couverture est strictement limitée aux seuls dérivés fermes autorisés sur la place financière marocaine.

<i>En Millions de MAD</i>	<i>31-déc-16</i>	<i>31-déc-15</i>
<i>Instruments dérivés - Actif</i>		
- matières		
- Produits	778	234

NOTE 25. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Le résultat opérationnel courant inclus une charge de loyer relative aux contrats de location simple de 39 000 KDH au 31 Décembre 2016 et de 25 698 KDH au 31 Décembre 2015.

<i>En Milliers de MAD*</i>	déc-16	déc-15
CLOTURE	39 000	25 698
N+1	32 346	24 280
N+2	23 910	21 274
N+3	20 800	13 522
N+4	15 944	11 740
N+5	15 241	11 733
>N+5	114 011	76 390

* Base durée ferme contrat

NOTE 26. AUTRES ENGAGEMENTS

<i>En Milliers de MAD</i>	déc-16	déc-15
Avals, cautions et garanties reçus	215 916	171 636
Total Engagements reçus	215 916	171 636
Aval, cautions et garanties données	41 305	33 059
Autres engagements donnés	533 000	873 000
Total Engagements donnés	574 305	906 059

Les autres engagements donnés correspondent à des cautions douanières (lignes de crédit d'enlèvement).

NOTE 27. PASSIFS EVENTUELS

Le Groupe Total Maroc n'a pas de passifs éventuels au 31 Décembre 2016.

NOTE 28. PARTIES LIEES

28.1. Transactions avec les principaux dirigeants

Les rémunérations accordées aux principaux dirigeants se présentent comme suit :

<i>En Milliers de MAD</i>	31-déc-16	31-déc-15
Rémunérations globales y compris les charges patronales	20 183	15 457
Total	20 183	15 457

La hausse constatée niveau de la rémunération des dirigeants au 31-12-2016 par rapport au 31-12-2015 s'explique par l'élargissement du Comité Directeur de Total Maroc qui passe de 7 à 9 membres.

28.2. Transactions avec les autres parties liées

<i>En Milliers de MAD</i>	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entités contrôlant le groupe				
a/ Total Outre Mer				
31/12/2015		3 285 000		408 000
31/12/2016		2 684 000		509 000
Entités sous le contrôle commun				
b/ filiales du groupe Total Outre Mer				
31/12/2015	9 000	92 000	20 000	25 000
31/12/2016	3 000	59 000	23 000	31 000
Entités contrôlées sous influence notable				
c/ Salam Gaz				
31/12/2015	-	697 715	320	125 115
31/12/2016	-	689 467	336	197 904
d/ SDH				
31/12/2015	-	3 690	1 276	-
31/12/2016	-	3 927	1 276	-
e/ SEJ				
31/12/2015	1 098	14 046	7 553	
31/12/2016	502	12 617	3 629	-

NOTE 29. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 Décembre 2016

Société	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
Total Maroc	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Gazber	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Ouargaz	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Mahatta	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Salam Gaz	20,00%	20,00%	Mise en équivalence
SEJ	50,00%	50,00%	Mise en équivalence
SDH	33,33%	33,33%	Mise en équivalence

Au 31 décembre 2015

Société	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
Total Maroc	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Gazber	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Ouargaz	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Mahatta	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Salam Gaz	20,00%	20,00%	Mise en équivalence
SEJ	50,00%	50,00%	Mise en équivalence
SDH	33,33%	33,33%	Mise en équivalence